

QUELLE CROISSANCE POUR DEMAIN ?

par Michel ROCARD - Ancien secrétaire du PSU

Aux lendemains de la dernière guerre mondiale, l'Europe Occidentale, largement détruite, jette toutes ses forces dans la reconstruction et le développement des biens matériels. L'objectif de croissance réunit l'unanimité au point qu'il n'est même pas discuté : on vit en état de croissance comme on vivait au Moyen Age en état d'immobilisme. Voici qu'en ce début des années 70, ce qui nous a paru naturel pendant 25 ans devient problématique. Le rapport du M.I.T. «Halte à la croissance» provoque un immense choc psychologique en contestant ce à quoi l'homme occidental croyait le plus, la poursuite illimitée de la croissance.

Cet effet provocateur du rapport M.I.T. est son plus grand mérite mais sans doute le seul, car son analyse du problème est ambiguë, insuffisante voire politiquement dangereuse. C'est pourquoi, nous voudrions d'abord tenter d'évoquer les véritables variables de l'équation d'avenir que notre société doit résoudre, pour être en mesure de proposer ensuite des éléments de solution.

La grande faiblesse du rapport M.I.T. et de toutes les analyses en termes de croissance zéro est de ne prendre en considération que le problème du rapport de notre société à la nature, sans mettre en cause les objectifs internes de cette société. Ainsi, c'est passer à côté du point crucial que de réfléchir à l'épuisement des sources de matières premières sans considérer que la logique du profit en est la cause; de même poser la question de la pollution en termes purement techniques risque d'être une diversion par rapport à la question politique de la nature du développement socio-économique actuel. A la limite, il n'est pas interdit de penser que la croissance zéro en tant que réponse technique (c'est-à-dire sans que rien ne soit changé à la nature des rapports sociaux capitalistes) à la crise de la croissance pourrait bien être la stratégie la plus capable de sauver les fondements de l'ordre social capitaliste. Sous des aspects révolutionnaires, ce genre de problématique appelle donc la plus grande méfiance.

S'interroger sérieusement sur la croissance amène, me semble-t-il, à poser deux questions : qui définit les objectifs de la croissance ? Quels en sont les résultats ?

Il y a longtemps que plus personne ne croit à la vieille théorie du marché comme lieu d'exercice de la démocratie économique, un marché où le consommateur exprimerait ses besoins par l'intermédiaire de sa demande monétaire et où le producteur serait chargé d'y répondre par son offre de marchandises, l'appareil économique est désormais en dehors de tout contrôle populaire si tant est qu'il l'ait jamais été; le pouvoir de définir les objectifs de la croissance est aujourd'hui pour une petite part dans les mains de l'Etat et pour la plus grande part dans les mains des entreprises qui dominent le marché par leur puissance industrielle et financière. Lorsque l'on sait le peu d'autonomie dont dispose l'appareil d'Etat par rapport aux entreprises dominantes (ils sont d'ailleurs dirigés l'un et l'autre par des hommes issus de la même classe sociale; la grande bourgeoisie), on voit l'extraordinaire concentration du pouvoir de décision économique.

Ce constat laisse présager que la recherche du profit constitue la motivation fondamentale de cette classe dirigeante. Certains pourraient avancer que ce critère du profit est après tout le moins mauvais pour juger de la bonne marche de l'Economie. Remarquons d'abord que c'est faire abstraction du scandale humain que constitue la division de notre société entre une minorité de dirigeants et une foule d'exécutants, car c'est bien à cela qu'aboutit la logique du profit capitaliste. Mais même si l'on fait abstraction de ce point, l'actif de l'économie de profit est loin d'équilibrer son passif. Je crois inutile de m'étendre sur ce point car beaucoup sont désormais convaincus que les nuisances produites par la croissance capitaliste (fatigue des cadences industrielles accrues, transports collectifs misérables, engorgement des villes par l'automobile, urbanisme sauvage, publicité obsédante axée sur des produits «gadgétiques», etc...) détruisent les bienfaits d'une abondance matérielle supérieure. De plus en plus, la notion de niveau de vie est différenciée à juste titre de celle de quantité de biens produits et consommés. Je voudrais seulement insister sur ce point : la croissance actuelle a détruit l'unité de la vie. Elle écartelle l'individu entre son activité de production et son activité de consommation; cette coupure radicale ruine les capacités de créativité de chacun. Le travail productif est perçu comme une activité obligée, subie, et la consommation comme un plaisir passif. L'individu comme la collectivité ont perdu leur unité que seules une liberté et une responsabilité créatrices pourraient leur offrir. Ainsi s'expliquent largement la montée de l'ennui et de la violence, ainsi que la perte du sens poétique dans la cité moderne.

Si tel est le diagnostic, que proposer ?

Certains pensent que le défaut de la croissance actuelle est de ne profiter qu'à une minorité et que tout projet politique en faveur des masses populaires doit tourner autour de l'extension des «bienfaits» de la société de consommation. Pour ma part, ainsi qu'on l'a vu, mon procès de cette société est plus radical; je crois que seule une croissance qualitative fondée sur une décentralisation de toutes les décisions économiques et politiques peut amorcer une voie de rechange.

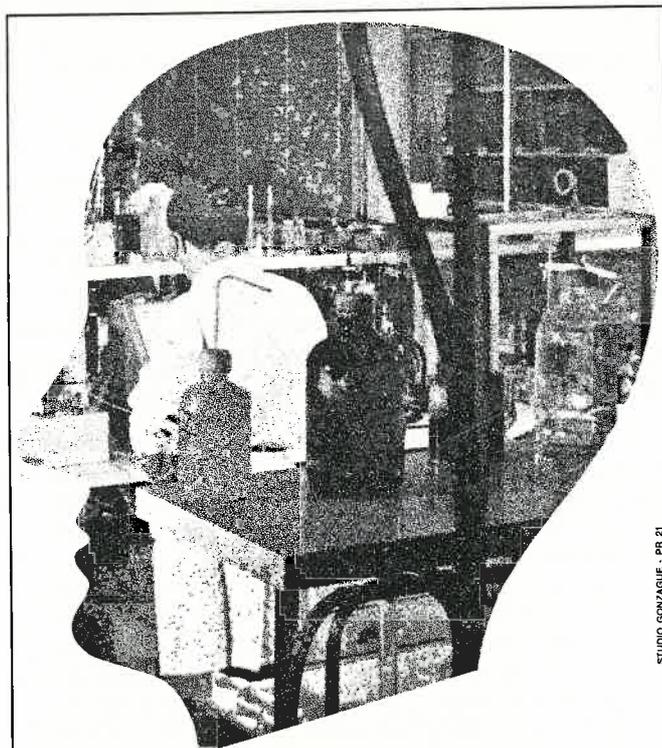
On ne vaincra pas la désagrégation rapide des rapports sociaux, de la cohésion sociale à laquelle on assiste aujourd'hui sans une profonde décentralisation de tous les pouvoirs. Il est clair en effet que la bureaucratie d'Etat dans les pays de l'Est offre une navrante ressemblance avec la bourgeoisie capitaliste en ce sens qu'elle aussi monopolise le pouvoir de décision. Il faut permettre aux citoyens, à la base d'abord, de contrôler efficacement ce qui se passe autour d'eux (vie de l'entreprise, du quartier...) puis de décider eux-mêmes. Cette décentralisation, ce contrôle populaire, sont le seul moyen de mettre fin à la boulimie consummatrice comme substitut à l'instinct de puissance voire à l'intérêt de vivre.

Le problème n'est pas simple car l'idéologie dominante a réussi à développer une attitude passive devant le loisir en sorte que beaucoup ont peur désormais de toute responsabilité, ont peur de la liberté.

La société socialiste d'autogestion est précisément cette rencontre de la responsabilité et de la liberté. Elle n'est bien sûr possible que si les inégalités sociales d'aujourd'hui sont ardemment réduites car la mécanique aliénante de la société de consommation est précisément fondée sur cette course sans fin des plus pauvres derrière les plus riches.

Elle n'est possible également que si la majorité de la population prend conscience que là, et là seul, est sa sécurité. Car la vérité est que derrière les discours sécurisants d'un Pompidou et de toute la droite, se trouve l'aventure. Personne ne sait aujourd'hui quels dommages irréparables la poursuite de la croissance capitaliste va causer à l'équilibre naturel ainsi qu'à l'équilibre nerveux de l'homme; personne ne sait quel univers concentrationnaire préparent nos villes actuelles; personne ne sait ou va l'évolution de la vie privée minée par une frénésie de l'acquisition de biens de consommation ainsi que par les rivalités sociales. Personne ne sait, mais tout le monde pressent que nous allons au chaos. La droite n'a pas de réponse sur le fond, elle en a sur la forme; l'ordre - sa sécurité, c'est celle de la répression. Jamais aucune société n'a pu vivre longtemps avec pour seule garantie de réprimer.

Notre pays est parvenu à une maturité économique lui permettant de se donner pour projet une conception plus totale au développement des capacités humaines. Ce projet, concrétisé dans le mot d'autogestion, c'est plus aujourd'hui une option; pour la sécurité de notre avenir, c'est un impératif.



STUDIO GONZAGUE - PR 21

BP recherche et trouve

La réussite se mérite et tout particulièrement en matière de recherche scientifique et technique. Chez BP, il y a 3 000 chercheurs. Ils trouvent. Un exemple: la découverte des levures cultivées sur alcanes par l'équipe BP, en liaison, sur le plan fondamental avec le C.N.R.S. de Marseille. Cette découverte est capitale parce qu'elle met à jour une nouvelle source de protéines alimentaires.



SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DES PÉTROLES BP
10, QUAI PAUL DOUMER
92401 COURBEVOIE
TEL: 256.48.00